



Soutenir la Palestine, faire barrage au régime sanglant de la République islamique et à ses symboles dans nos luttes

Communiqué du collectif ROJA – manifestation du 28 mars

Le samedi 28 mars 2026 a eu lieu la marche annuelle pour la Palestine. À l'initiative de l'Association France Palestine Solidarité (AFPS), portée par plus de 90 organisations, cette manifestation appelait au respect du droit du peuple palestinien à l'autodétermination et du droit au retour des réfugié-es palestinien-nes, à la fin de l'occupation, de la colonisation et de l'apartheid mené par l'État d'Israël, ainsi qu'à la fin du génocide à Gaza et à un cessez-le-feu définitif.

Dans des conditions difficiles, cette manifestation a donné lieu à une solidarité internationaliste concrète dans un cadre anti-impérialiste. Avec les camarades internationalistes et féministes d'autres collectifs, notre collectif Roja a coorganisé un cortège qui a rassemblé une centaine de personnes autour de mots d'ordre sans ambiguïté :

- Solidarité avec le peuple palestinien qui fait face, depuis le 7 octobre 2023, à l'entreprise génocidaire d'Israël, avec le soutien, notamment, des États-Unis et de la France

- Opposition inconditionnelle à la guerre d'agression impérialiste israélo-américaine, lancée pour la deuxième fois en moins d'un an contre l'Iran

- Opposition inconditionnelle au régime dictatorial et sanguinaire de la République islamique d'Iran, dont la répression mortifère s'est amplifiée de manière brutale en janvier dernier – quelques semaines avant le début de la guerre.

Dès le début de la manifestation, nous avons scandé des slogans comme « Nous sommes tous les enfants de Gaza ! », « Nous sommes tous les enfants de Minab ! » - en référence à la localité où les armées américaine, a assassiné 168 d'écolier-es avec l'envoi d'un missile. En Iran comme en Palestine, Israël mène une entreprise de destruction et de domination totale qui dévaste tout sur son passage, de manière indiscriminée : populations et infrastructures civiles, patrimoine culturel, environnement.

Notre collectif s'est formé pour soutenir les luttes en Iran. Notre solidarité avec le peuple palestinien se situe dans l'horizon émancipateur du mouvement Femmes Vie Liberté, et plus largement des luttes des peuples d'Iran. Depuis des décennies, les mobilisations des femmes, des classes populaires, des peuples opprimés, des étudiant-es, et de tous les groupes sociaux qui ne constituent pas la clientèle de la République islamique démontrent la force et la vitalité de la résistance à l'oppression des régimes dictatoriaux qui se succèdent en Iran.

La guerre a accentué la polarisation et aggravé la confusion, à gauche et plus largement, au sein de la diaspora iranienne. Des forces fascistes cherchent à se rendre présentables en se cachant derrière les mots d'ordre contre la guerre ou derrière la solidarité avec la Palestine. Cette frange mobilisée, qui agit comme le relais du régime en Occident brouille la frontière entre fascisme et antifascisme, invisibilisent la répression de la République islamique et rendent plus difficile la construction d'une solidarité réellement émancipatrice.

Quelles étaient, lors de la manifestation du 28 mars, *les forces réactionnaires et dangereuses qui se sont fait les relais du régime* ? Un ensemble hétéroclite, formé par :

- les relais directs ou indirects du régime iranien, y compris des personnes liées à ses appareils officiels. Ces petits groupes sont déterminés, menaçants et violents.

- des figures intégrées à ses cercles de rente et de pouvoir, qui se donnent une image moderne, libérale, « start-up nation » ou proche des élites occidentales, tout en restant politiquement compatibles avec la République islamique.

- les inénarrables campistes qui, au nom d'un anti-impérialisme vidé de son sens, refusent de voir que l'on ne combat pas l'impérialisme en blanchissant un régime dictatorial et répressif.

- d'autres personnes, probablement peu au fait des réalités iraniennes.

Les partisans de la République islamique n'ont pas leur place dans nos rangs, même lorsqu'ils se cachent derrière la « défense de la Palestine ». Leur présence n'exprime aucune solidarité avec le peuple palestinien. Elle vise à instrumentaliser la guerre et les souffrances en Palestine pour restaurer la légitimité d'un régime profondément discrédité. Leur stratégie est claire : investir ces espaces et les rendre dangereux, les détourner de leur portée antifasciste et émancipatrice, et tenter de les mettre au service d'un agenda réactionnaire. Il suffit d'observer les vidéos et les récits diffusés par les médias officiels ou proches du régime, qui tentent de transformer les manifestations de solidarité avec la Palestine à Paris en un prétendu « soutien à la République islamique à l'étranger ».

Ceux qui cherchent, au nom de la Palestine, à blanchir la République islamique sapent en réalité la solidarité internationale. Ils importent dans ces espaces les logiques d'intimidation, d'exclusion et de répression du régime. Leur présence empêche de nombreuses personnes d'y participer librement et en sécurité : exilé-es, opposant-es, femmes, Kurdes, Baloutches et autres groupes opprimés, y compris des Iranien-nes



vivant à Paris, dont les proches sont sous les bombes. Un espace qui devrait porter une solidarité populaire, pluraliste et antifasciste risque alors de devenir la vitrine d'un régime tyrannique et fascisant.

Défendre réellement la Palestine, c'est se tenir aux côtés du peuple palestinien, et non d'un régime qui, depuis plus de quarante ans, organise en Iran le colonialisme interne, les massacres, la prison, les exécutions, le sexisme et le racisme anti-afghan institutionnalisés, le racisme anti-arabe et l'élimination de ses opposant-es.

Un pouvoir qui a imposé une dictature religieuse durable sous la forme du *velayat-e faqih*. Un pouvoir qui à plusieurs reprises ces dernières années, a massacré en quelques jours par milliers ses propres citoyen-nes non armé-es et écrasé toute perspective démocratique. Un tel pouvoir ne peut libérer aucun peuple. Il ne peut qu'instrumentaliser les luttes de libération au service de son agenda géopolitique.

À l'appui de ce constat, rappelons que, après l'exécution de trois prisonniers politiques (manifestants du soulèvement de janvier 2026) pendant les jours de guerre, le régime a encore pendu aujourd'hui deux autres militant-es politiques.

Après avoir tué des dizaines d'enfants lors du massacre de janvier 2026, la République islamique a franchi ces derniers jours un nouveau seuil dans l'exploitation politique des enfants. À travers un appel lancé par les Gardiens de la révolution du Grand Téhéran (bataillon Mohammad Rasoulallah), intitulé « Combattants défenseurs de la patrie pour l'Iran », et relayé par la télévision officielle du régime, elle a fixé à 12 ans l'âge minimum de recrutement des volontaires. Dans la foulée, il a été confirmé que des adolescent-es de 12 et 13 ans étaient mobilisé-es dans des patrouilles de renseignement, des opérations de terrain et des postes de contrôle. Parmi les enfants tués ces derniers jours figure Alireza Jafari, 11 ans, élève d'école primaire, utilisé comme enfant-soldat. Le « Basij des enseignant-es » a lui-même confirmé qu'il avait été tué « dans l'exercice de sa mission » à un poste de contrôle.

C'est précisément cela qu'il faut combattre : l'instrumentalisation des voix palestinienne, comme des voix qui s'élèvent contre la guerre, au profit de la propagande d'un État comme celui de la République islamique.

La République islamique et ses partisans ne sont ni une solution à la question palestinienne, ni une force contre la guerre. Ils font partie du problème.

C'est pourquoi il n'est ni secondaire, ni symbolique de se démarquer clairement des partisans de la République islamique dans les mobilisations de solidarité avec la Palestine. C'est une condition essentielle pour préserver le caractère populaire, émancipateur et antifasciste de ces espaces. On ne peut pas prétendre lutter contre le colonialisme et le génocide tout en laissant place à des forces qui portent elles-mêmes une logique de terreur, de massacre et de répression.

Aujourd'hui, dans le contexte de la guerre, le lien entre les luttes en Iran et les luttes palestiniennes apparaît plus clairement que jamais, parce qu'elles sont toutes deux confrontées à une violence imposée par les impérialismes coloniaux meurtriers. Pour nous, cette articulation passe par l'horizon politique émancipateur ouvert par « Femme, Vie, Liberté » : un horizon capable d'aller au-delà des camps formés par les États et leurs oligarchies dirigeantes opportunistes et de formuler une politique intersectionnelle de libération centrée sur les peuples.

De même, le drapeau de la République islamique n'a rien d'un symbole neutre. Pour des millions de personnes en Iran, ce drapeau incarne la répression, les massacres, les exécutions et un pouvoir qui a déshumanisé d'innombrables vies.

Nous savons que par méconnaissance du contexte politique iranien, certain-es pensent qu'il s'agit d'un simple drapeau national qui représente la population iranienne. Nous savons aussi que certain-es ne l'avaient pas apporté à la manifestation, mais se les sont vus offrir sur place. Nous avons eu l'occasion de nous en rendre compte en discutant avec des manifestant-es qui le portaient sur leurs épaules et qui ont accepté de l'enlever lorsque nous leurs avons expliqué ce que représente ce drapeau.

D'autres le perçoivent comme un symbole anti-guerre ou anti-impérialiste, ou l'apportent délibérément et le diffusent parmi les manifestant-es comme un instrument de propagande destiné à blanchir un régime sanglant. Tolérer ce drapeau dans les rangs des forces de gauche, anticoloniales, anti-raciste et attachées à la liberté une faute politique grave. C'est accepter de défilé aux côtés d'un symbole fasciste et réactionnaire sous prétexte qu'il prétend se rattacher ponctuellement à une cause juste.

Nous appelons donc chacun-e à empêcher systématiquement l'infiltration des forces réactionnaires fanatiques pro-régime dans tous nos espaces militants, et à ne pas laisser à quelques groupes isolés la responsabilité d'affronter seuls leur violence.

Nous le répétons : lorsque nous disons « non à la guerre », nous le faisons depuis un internationalisme venu d'en bas, réel et concret, qui ne cessera jamais de dénoncer les crimes de la République islamique. Un « non à la guerre » qui refuse la logique manipulatrice et dangereuse du sinistre adage « l'ennemi de mon ennemi est mon ami ». Nous refusons un « non à la guerre » vidé de toute solidarité réelle, qui a pour fonction de renforcer un pouvoir meurtrier, de nature colonisatrice, au nom de la lutte contre l'impérialisme.

Nous remercions enfin les organisations et les camarades qui, sans chercher à se mettre en avant, ont empêché hier que la fin du cortège soit livrée à une meute ultraréactionnaire et violente, liée à un pouvoir autoritaire répressif. Ce geste n'a rien d'anecdotique. Il donne un sens concret à l'internationalisme : protéger les manifestant-es, défendre l'espace commun contre l'intimidation, et empêcher que la solidarité avec la Palestine soit détournée par différentes nuances de soutiens au régime de la république islamique, des fanatiques aux sympathisant-es. C'est aussi cela, la solidarité, au-delà des mots et des slogans : faire barrage, ensemble, à celles et ceux qui veulent transformer nos rangs en terrain où dominant la peur, la confusion et la propagande.